

M. BLUM LIVRE LA FRANCE À LA BANQUE PIERPONT-MORGAN...

Pour remettre de l'ordre dans l'économie française désaxée par le Progrès Technique révolutionnaire et perturbée par les deux guerres mondiales, nos politiciens ont organisé un plan, dit Plan Monnet divisé en deux tranches, dont, la première doit, théoriquement, s'accomplir en quatre années, soit de 1946 à 1950. Cette première partie est basée sur un chiffre de 12 milliards de dollars qu'il faut à toute force trouver durant, ces quatre ans. D'après les chiffres les plus optimistes notre exportation nous livrera 6 milliards de dollars, créant ainsi un déficit d'environ 6 autres milliards. Pour tenter de combler ce déficit colossal, le gouvernement français a expédié à New-York, M. Blum qui, malgré tous ses efforts n'a réussi jusqu'alors et à son retour, à nous procurer les sommes suivantes.

Certaines: Bank Important and Export: 650 millions dollars; achats surplus: 320 millions dollars.

Aléatoires: Bank Internationale de Reconstruction: 500 millions dollars; Crédits Pays étrangers: 940 millions dollars.

D'après ce tableau - qui nous le répétons est fort optimiste - le déficit reste au chiffre de: 3.740 millions de dollars et le gouvernement français fait savoir à tous les échos que le déficit réel est de 370 millions. C'est donc que nos Ministres pensent trouver les trois milliards manquants dans la «réalisation massive de nos avoirs à l'étranger» auxquels il ajoute l'énorme masse des devises et de l'or thésaurisés en France même. Les déclarations des propriétaires français d'avoirs et de devises à l'étranger font ressortir une richesse d'un milliard de dollars. Resterait, donc deux milliards de dollars thésaurisés en France et le gouvernement - qui compte absolument sur cet appoint - devra donc donner des gages sérieux de politique modérée à leurs propriétaires pour les inciter à vider lessiveuses, bas de laine et autres coffres-forts. Dans ces conditions - et elles sont inéluctables, fatales par suite de l'engrenage où se placent nos politiciens qui ne peuvent sortir du cadre archaïque du régime capitaliste - adieu donc, réalisations sociales, élévation du standard de vie et monde nouveau.

Nous avons admis le chiffre de 6 milliards de dollars que nous rapporterait notre exportation d'ici 1950. Est-ce possible? Pour arriver à ce chiffre maximum, deux conditions essentielles sont indispensables: 1- un tonnage de charbon suffisant pour faire tourner usines et fabriques; 2- des prix de vente égaux, sinon inférieurs, aux prix de vente mondiaux afin de pouvoir concurrencer victorieusement sur les marchés internationaux les économies étrangères. La provenance du charbon étranger indispensable vu notre faiblesse nationale pour cette matière première nous vient soit de l'Amérique soit de l'Angleterre, soit, de la Ruhr. Les grèves américaines font que le charbon U.S.A., ne peut nous parvenir et nous par viendra longtemps encore qu'en quantité dérisoire et tant qu'à l'anglais les difficultés que rencontrent et qui existeront quatre ou 5 ans encore, son extraction intensive en font qu'il nous est pratiquement défendu. Reste le charbon de la Ruhr dont notre attribution - par suite de considérations économiques et non politiques que nous avons déjà dévoilée dans notre journal - est bien près du maximum: en d'autres termes il ne faut pas trop compter sur une augmentation du tonnage de charbon allemand.

La deuxième condition essentielle, vitale, pour atteindre le chiffre de six milliards d'exportation, c'est-à-dire les prix de vente, se trouve fortement handicapé par la vétusté de notre outillage d'une... «rentabilité»

dérisoire au regard de celle de nos concurrents étranger par l'octroi de machines-outils de grande productivité, et il ne faut pas se leurrer de trop, car les U.S.A. nous imposant la nature de leurs ventes, refusent la cession d'un grand nombre de ces machines, afin, précisément d'empêcher la concurrence victorieuse de nos produits à travers le monde. De plus les prix vont inévitablement augmenter par suite des revendications des centrales syndicales ouvrières. Voici donc les ressources de ces six milliards fortement compromises et, par voie de conséquence, la réalisation de la première tranche du Plan Monnet mise en péril, pour ne pas dire d'une exécution impossible. Et cette constatation est très lourde de conséquences désastreuses pour l'avenir immédiat de l'indépendance de la France, car le paragraphe 3 du «*Mémorandum Blum-Byrnes*» stipule qu'à partir du 1^{er} juillet 1951 nous devrons payer en plus des intérêts le trentième du capital chaque 1^{er} juillet. A cette date et chaque année - sauf une diminution annuelle résultant de la diminution graduelle de notre dette - nous aurons donc à verser aux États-Unis environ 27.400.000 dollars d'intérêts plus 46.300.000 dollars de principal, soit environ 73.700.000 dollars ou près de 10 milliards de francs en or ou en devises!... Auxquels il faudra ajouter le paiement des intérêts et le remboursement du capital des sommes empruntées - 940 millions de dollars - dans les autres pays, et ceci sans préjudice d'une nouvelle dévaluation du franc - qui sera rendue fatale - et qui viendra augmenter nos difficultés de remboursement à l'étranger.

Mais il y a pire encore : notre gouvernement est contraint de s'adresser aux banques privées américaines dès maintenant et des pourparlers officiels sont en cours. Ceci nécessite donc une confiance des financiers outre-Atlantique dans notre politique et l'octroi de gages à ce sujet. Un de leur porte-parole a déclaré dernièrement: «*Nous comptons contrôler le commerce mondial*» et cette phrase est suffisamment éloquente. La puissance des banquiers nécessite l'octroi d'une somme de 250.000 dollars supplémentaires pour la lutte antitrusts et a forcée Washington a suspendre la livraison d'un matériel d'une valeur de 50 millions de dollars à Varsovie. La finance yankee domine donc le gouvernement et lui impose ses directives: or la Banque PIERPONT-MORGAN contrôle la finance américaine, soit par l'intermédiaire de M. MORGENTHAU, ancien ministre et associé de la banque, soit par les activités multiples, industrielles, commerciales et financières de cet autre associé prestigieux qu'est M. DUPONT DE NEMOURS dont l'une des filles s'est unie avec l'un des fils de feu Roosevelt.

Sans entrer pour aujourd'hui dans les détails des «clauses secrètes» dont les démentis sont précisément des aveux d'existences, nous pouvons affirmer sans crainte d'être vraiment contredit, que, par suite de notre impossibilité de tenir nos engagements à partir du 1^{er} juillet 1951, et en vertu de garanties inévitablement exigées par le gouvernement et la Banque Américaine, M. Blum a ainsi livré la France à la Banque Pierpont-Morgan.
